

Mamou/Le Japon finance la construction d'une Ecole normale des instituteurs

Par **Guinee7** - 19 juin 2018



Mamou, la ville carrefour, ne dispose jusqu'à nos jours pas d'une ENI (École Normale des Instituteurs), contrairement à toutes les autres villes du pays. C'est pour remédier à ce manquement que l'ambassade du Japon a signé avec le gouvernement guinéen un projet d'un montant de 550 millions de Yen japonais, soit 44 milliards de francs guinéens.

Ce projet permettra ainsi la construction sur un terrain de 3 hectares octroyé par les autorités administratives de Mamou, de 6 salles de classe, d'un bloc administratif, d'un centre de documentation et d'information, d'une salle polyvalente, des logements de fonction, ainsi que l'achat du mobilier et de l'équipement informatique,.

En effet, la pose de la première pierre de cet édifice qui viendra alléger les peines des citoyens de Mamou a été faite, ce lundi, en présence de Hisanobu Hasama, ambassadeur du Japon en Guinée et du ministre en charge de l'Enseignement technique et la ministre en charge de la coopération.

Selon Francis Korémou, ingénieur bâtiment et chef des travaux pour la construction de l'ENI de Mamou, l'exécution du projet est pour le moment à la phase technique. « Il y a des prescriptions techniques que nous devons suivre, mais à cette phase, nous sommes sur les analyses techniques qui vont nous permettre d'identifier les agrégats que nous devons utiliser et éventuellement faire la mise dans le cylindre, pour trouver la bonne qualité de béton que nous devons utiliser après 28 jours », a-t-il expliqué.

Il précise également que « théoriquement, la durée de ces travaux, c'est 18 mois, mais c'est 14 mois que nous, nous avons contractualisés. Et pour ça, nous allons utiliser les mains d'œuvres locales, mais nous allons aussi importer les ouvriers

de Conakry, mais les 40% seront utilisés au niveau local ici (ndlr, Mamou) ».

Par ailleurs, Francis Korémou rassure que « la main-d'œuvre qui est là répond à nos critères, et au cas où on identifierait qui ne sont pas à la hauteur, toujours est-il qu'il faut renforcer les capacités des ouvriers qui sont au niveau local, donc notre entreprise va veiller sur cela (sic) ».

À noter que les travaux seront supervisés par le cabinet de consultants japonais Yachio Engineering, et le maître d'œuvre est la société japonaise Crown Agent, avec une sous-traitance par une entreprise guinéenne, recrutée par appel d'offres. La fin des travaux est prévue au mois de juillet 2019.

Mohamed Kaba Soumah envoyé spécial pour Guinee7.com

Lire ci-dessous le communiqué de presse

POSE DE LA PREMIERE PIERRE DU PROJET DE

CONSTRUCTION DE L'ECOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE MAMOU FINANCE PAR LE JAPON

Lundi 18 juin 2018, Son Excellence Monsieur Hisanobu Hasama, Ambassadeur du Japon en Guinée, Son Excellence Madame la Ministre de la Coopération et de l'Intégration Africaine, Diéné Keita, Son Excellence Monsieur Lansana Komara, Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle et les autorités locales de Mamou ont procédé à la pose de première pierre du Projet de construction de l'Ecole Nationale d'Instituteurs (ENI) de Mamou.

Ce projet a été financé par le Gouvernement du Japon pour un montant de 550 000 000 ¥, soit environ 44 000 000 000 GNF. Il permettra de contribuer à l'amélioration de la formation des instituteurs et à l'augmentation de leur nombre dans la région et en Guinée, afin de répondre au besoin toujours croissant d'enseignants, notamment du premier degré, dans tout le pays. La région administrative de Mamou, qui était la dernière à ne pas en posséder une. Des bâtiments et installations modernes seront ainsi construits, de même que leur équipement.

Ce projet est enfin un exemple parfait de la coopération guinéo-japonaise : le renforcement de capacités humaines, notamment de la formation technique et professionnelle, qui est un des axes d'intervention sur lesquels le Japon et les pays africains, dont la Guinée, ce sont mis d'accord lors de la 6^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, TICAD 6.

